

**Union européenne - Slovaquie -
République tchèque - Entretien de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes
avec "CNEWS"**

(Bratislava, 26 octobre 2018)

Q - Nous sommes en direct avec Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes en déplacement avec M. Emmanuel Macron à Bratislava. Madame la Ministre, qu'est venu chercher M. Macron à Bratislava et à Prague ?

R - M. Emmanuel Macron a été invité à Bratislava et à Prague pour le centenaire de la Tchécoslovaquie, puisque la France a joué un rôle majeur dans la naissance de la Tchécoslovaquie. C'est donc une invitation qu'il avait reçue et qu'il a souhaité honorer.

Ensuite, nous travaillons étroitement sur les enjeux européens avec la République Tchèque et avec la Slovaquie. La Slovaquie par exemple, est membre de la zone euro et membre de Schengen. Nous avons beaucoup travaillé ensemble l'année dernière sur les travailleurs détachés, nous travaillons ensemble sur des sujets de transport en Europe, et au moment où je vous parle, il y a une consultation citoyenne sur l'Europe qui se déroule à Bratislava, avec M. Emmanuel Macron et le Premier ministre slovaque.

Q - Madame la Ministre, Prague et Bratislava font partie des pays de l'Union européenne qui sont fermement opposés au quota de migrants. Avez-vous l'impression qu'ils vont assouplir leur position sur la question ?

R - Nous sommes en train de travailler avec ces pays, pour faire en sorte qu'en cas de crise migratoire, il y ait un principe de solidarité obligatoire qui s'applique, tout en ayant des modalités d'expression de cette solidarité qui peuvent varier d'un pays à un autre. Il ne s'agit pas, pour certains pays, de se soustraire à leurs obligations en payant un chèque, mais nous voulons travailler avec eux pour faire en sorte que, lorsqu'il s'agit d'aider les pays par lesquels les afflux migratoires arrivent - je pense à l'Italie, à la Grèce et surtout à l'Espagne aujourd'hui -, il y ait une solidarité de tous. De ce point de vue, ici en Slovaquie, nous avons eu des signaux très encourageants. Nous allons continuer à travailler ensemble sur ce sujet.

Q - Madame la Ministre, cette visite marque-t-elle l'opposition entre le progressisme d'Emmanuel Macron et le nationalisme des pays du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie) ?

R - Je crois qu'il ne faut pas mettre tous les pays dans le même sac, et je pense qu'il faut surtout éviter un simplisme qui consisterait à diviser l'Est de l'Europe contre l'Ouest. Ici, à

Bratislava, dans la salle à côté de celle d'où je vous parle, il y a des héros de la "révolution de velours", des gens qui savent peut-être encore mieux que nous pourquoi ils se sont battus pour rejoindre l'Union européenne : pour la liberté, pour la démocratie, pour les valeurs de l'Union.

Ici, il y a beaucoup de gens qui sont non seulement pro-européens, mais qui ont aussi une croyance forte dans les valeurs européennes et qui y sont très attachés. Ils ne sont pas toujours représentés, à l'Est de l'Europe ou bien chez nous, par les nationalistes. Souvenons-nous que le vainqueur des élections européennes de 2014 en France, c'était le Front National. Une partie de la population ne se sent pas représentée par les extrémistes qui aujourd'hui voudraient porter tort au projet européen./.